

Transfert des Compétences des PECO vers l'UE (Cas de la Roumanie):

Facteur d'Intégration ou Echec du Processus de Transition?

Eugenia Zainescu, Lambert Pierrat ¹

RÉSUMÉ

On expose d'abord la problématique générale du transfert des compétences: ce qu'on appelle fuite des cerveaux est un phénomène dynamique difficilement quantifiable. Puis on examine les facteurs d'influence liés à l'âge, à l'origine culturelle et à la compétence qui déterminent actuellement les causes de cette migration depuis la Roumanie. Ensuite on discute les possibilités de modélisation de ce type de flux migratoire en vue de calculer une trajectoire temporelle exploitable. Enfin, on établit quelques conjectures relatives à l'influence de ce phénomène jugé inévitable sur le processus de transition et on estime que la seule solution réaliste consisterait à renforcer dès maintenant les moyens affectés à la formation des compétences roumaines.

UN PROCESSUS DIFFICILEMENT MESURABLE

Les phénomènes migratoires Est-Ouest, qui s'inscrivent dans un cadre géographique mondial (**BER-99 & VER-99**) et plus particulièrement celui de la zone européenne (**BAR-01**), affectent de plus en plus les processus de transition économique (**EBR-00**).

Dans ce contexte, on peut distinguer deux catégories de populations qui diffèrent par l'importance numérique de leurs effectifs. Celle concernant la main-d'oeuvre légale (et illégale), affectée en particulier aux emplois classifiés

¹ Eugenia Zainescu, UPMF, GTD-Espace Europe, Grenoble, France.
Lambert Pierrat, LP CONSULTANT, Réseau PGV, Grenoble, France.

3D (*dirty, dangerous and demanding*) est la plus importante et fait l'objet de statistiques mises à jour et exploitables à des fins économiques et socio-politique (EBR-00, HON-00, INP-00).

Celle concernant la main d'oeuvre très qualifiée (spécialistes de haut niveau, ingénieurs, cadres de direction et commerciaux, scientifiques, investisseurs etc...), beaucoup plus faible, est généralement noyée dans les effectifs migratoires globaux. Or, les pays de l'Ouest, confrontés à une compétition économique mondiale, ont un besoin croissant de compétences spécifiques, en vue de soutenir et d'accentuer leur développement technique et technologique (FOS-96, NGO-99). Ce qu'on a nommé *fuite des cerveaux* qui, avant la chute du communisme concernait des personnes assez bien identifiées, prend une importance croissante comme *transfert de compétences*. On peut supposer que la migration de ce capital humain ne manquera pas d'affecter le processus de transition économique des pays de l'Est. La pauvreté des informations disponibles rend difficile l'étude d'un tel processus, dont les causes et les conséquences sont spécifiques du pays considéré. Outre (VER-94) on peut citer le cas de la Bulgarie (IOM-97) de l'Albanie (GED-99) et des Etats Unis (CAR-99); dans ce dernier cas, les auteurs soulignent à la fois l'accuité du problème et la nécessité d'améliorer la collecte des données de l'OCDE, en particulier celles issues des pays européens.

DES FACTEURS D'INFLUENCE SPECIFIQUES

En ce qui concerne la Roumanie, même si des données exploitables existent (?) nous n'avons pas encore réussi à les consulter. Toutefois, il est possible d'entreprendre, à titre préliminaire, une analyse qualitative des causes et conséquences d'un transfert des compétences, de la Roumanie vers certains pays de l'Union Européenne. Parmi les nombreux modèles susceptibles d'expliquer les causes de ce processus de transfert de compétences, on retiendra le modèle néo-classique de type micro-économique évoqué par (VIT-99). Ces émigrants, qui possèdent généralement un niveau d'éducation élevé et/ou des compétences spécifiques, souhaitent valoriser leur capital humain: leur choix peut être dicté

par des considérations de gain économique, de qualité de vie, d'évolution individuelle et sociale etc... Il serait intéressant par la suite (mais ceci reste en dehors de ces réflexions préliminaires) d'analyser leur processus de choix dans le cadre des théories de rationalité limitée (**YOU-98, GAR-99**). Les facteurs sous-jacents sont à la fois trop nombreux et diversifiés et c'est pourquoi nous en avons retenu principalement trois qui nous semblent déterminants, dans le cas de la Roumanie: l'âge des émigrants, leur origine culturelle et leur domaine de compétences. On pourrait en ajouter d'autres, tels que par exemple: le regroupement de familles ou de groupes sociaux, les aspects opportunistes liés à des changements de statut familial, le désir de reproduire une expérience positive vécue par d'autres etc...; de telles motivations n'excluent pas le risque d'échec (**VIT-99**).

L'âge, un facteur qui détermine la population concernée

L'âge des émigrants joue un rôle essentiel car, à l'issue d'une décennie de post-communisme, on peut distinguer, parmi eux, deux catégories.

La jeune génération (environ 20 à 30 ans en 2000), formée dans les Universités à partir de 1990, est généralement attirée par les pays de l'Ouest (Europe et Amérique du Nord), surtout lorsqu'elle a pu terminer ses études supérieures (Doctorat ou Spécialisation) dans un pays de l'Union Européenne (Allemagne, France, Belgique...). De ce point de vue, les nombreux programmes d'aide aux pays en voie d'accession (Tempus, Socrates ...) ont révélé le potentiel intellectuel de ces jeunes Roumains et leur aptitude à la mobilité géographique. Leur attirance pour l'Ouest résulte en premier lieu d'une mesure objective de l'écart entre les niveaux de vie: en Roumanie, le PIB annuel 1999 était de l'ordre de 1600USD/habitant, le taux de chômage (probablement sous-évalué) de 11,5% (**WII-00**) et l'équipement informatique personnel dix fois plus faible que celui de l'Union Européenne (**EBR-00**). A ceci s'ajoutent d'autres considérations liées au contexte socio-politique de la Roumanie: une société civile pratiquement inexistante et sans influence (**TAN-96, TIS-96**), l'absence de pragmatisme des élites focalisées sur la question de leur régénération morale (**LOR-99**), une corruption latente et une classe politique issue de l'ancien régime (**ZAT-99**). C'est probable-

ment l'une des faiblesses les plus critiques de la Roumanie, à savoir un processus de transition parmi les plus lents de l'Europe Centrale, qui n'ouvre à la jeune génération aucun espoir d'amélioration significative dans un délai compatible avec ses aspirations. Ainsi qu'on l'a souligné par ailleurs, il serait intéressant d'analyser le profil culturel de cette génération post-communiste (**ZAN-00**) dont le comportement pourrait traduire un désir inconscient de rupture avec un passé désastreux (**BOG-01**).

Les plus âgés (environ 40 à 50 ans en 2000), sont dans une situation différente, bien que leurs motivations concernant le niveau de vie soient analogues à celles des plus jeunes. En effet, leur mobilité se heurte à diverses contraintes familiales et culturelles.

Leur situation matérielle est préoccupante : le salaire moyen d'un cadre universitaire reste encore inférieur à 100USD/mois et le taux d'inflation avoisine 45% par an (**WII-00**). Dans ces conditions, même avec le salaire additionnel du conjoint, leur sentiment de frustration a peu de chance de diminuer dans un avenir proche. Pour la plupart d'entre eux, le souci essentiel consiste à garantir le niveau d'éducation de leurs enfants et donc à y consacrer une forte part de leurs faibles revenus. En résumé, cette tranche d'âge, bien qu'ayant des compétences valorisables, ne va pas elle-même émigrer vers l'Ouest mais elle y prépare efficacement ses enfants, dans l'espoir de leur assurer une vie meilleure.

L'origine culturelle qui détermine le pays visé

Historiquement, la Roumanie a été confrontée à de nombreux conflits par suite de sa position géographique, à la frontière des mondes chrétien et musulman. Il en résulte aujourd'hui une certaine diversité culturelle associée au peuplement des régions (**BOT-96**). L'idéologie imposée par la dictature communiste avait bien tenté de niveler officiellement ces différences, mais sans grand succès. L'origine culturelle de quelques populations les amène, en particulier pour des raisons linguistiques, à émigrer préférentiellement vers certains pays de l'Ouest. Dans les régions de *Transylvanie* (Cluj) et de *Banat* (Timisoara), les populations ayant une culture héritée de l'influence Austro-Hongroise, ont

une tendance plus marquée d'émigrer vers l'Allemagne. Entre 1989 et 1992, de nombreux ressortissants roumains ont fait ce choix, en qualité de *résidents de souche allemande à l'extérieur* (*Aussiedler*) parce que l'Allemagne réunifiée avait adopté un droit de nationalité fondé sur le *jus sanguinis* (BAR-01). Des restrictions sont intervenues après 1992, mais fin 1998, il y avait environ 90 000 roumains sur le territoire fédéral dont la durée de séjour la plus probable était comprise entre 4 et 6 ans (INP-00).

C'est dans la région de *Moldavie* que l'influence de la langue française est la plus significative et ceci détermine souvent les jeunes étudiants ou doctorants à choisir la *France* pour y poursuivre leurs études supérieures. Hormis ces deux régions typiques, on notera que tous les roumains peuvent s'intégrer facilement en *Italie*, car la langue roumaine est d'origine latine ancienne. Dans toutes les régions de Roumanie, en particulier celle de *Muntenie* (Bucarest), l'attraction pour les Etats Unis et le Canada est très forte. Ceci ne peut pas s'expliquer uniquement par l'extension de la langue anglaise dans l'enseignement supérieur Roumain. En effet, de nombreux spécialistes roumains bien formés en France (des scientifiques ou ingénieurs docteur par exemple) choisissent cette voie parce que les conditions d'accueil y sont plus favorables qu'en Europe, le marché du travail moins restrictif et les formalités moins pénibles. On notera que ce processus de transfert assimilable à une migration de transit utilise souvent les pays de l'Union Européenne comme relai.

Les Compétences qui déterminent l'offre

Le domaine de compétence des émigrants potentiels est important dans le cadre d'une économie mondiale dynamique: l'évolution de plus en plus rapide des sciences et des techniques engendre des besoins spécifiques que la plupart des pays industrialisés ne peuvent combler sans faire appel à des spécialistes étrangers compétents. En général, les scientifiques et ingénieurs roumains sont reconnus et appréciés pour leurs compétences. On peut mettre ceci en relation avec des données plus générales concernant le niveau de qualification des Roumains travaillant en Allemagne.

Les statistiques disponibles (**HON-00**) montrent qu'en 1997, le pourcentage des emplois correspondant à un niveau élevé de qualification était de 19% pour les roumains, contre 17% pour l'ensemble des étrangers; à l'opposé, pour un faible niveau, les valeurs étaient respectivement de 27% contre 50%. Le développement conjoncturel de l'industrie du logiciel illustre bien l'importance de compétences spécifiques que les Roumains peuvent actuellement valoriser dans les pays de l'Ouest. La densité d'informaticiens est beaucoup plus forte en Roumanie qu'en Russie (5 fois) et même qu'en Inde (7 fois), ce qui a conduit les Autorités roumaines à soutenir le développement d'une industrie nationale du logiciel, dans le cadre d'une stratégie d'adhésion à l'Union Européenne (**REA-01**). Bien que ceci permette de rémunérer les spécialistes avec des salaires nettement supérieurs à la moyenne nationale (environ 4 à 6 fois plus), les responsables sont confrontés à la *fuite des cerveaux*, car les niveaux de salaires de l'Union Européenne et des Etats-Unis sont, respectivement deux et quatre fois plus élevés qu'en Roumanie. La situation des spécialistes médicaux est beaucoup plus délicate, car leurs possibilités dépendent de règles corporatives qui, dans chaque pays régissent les activités médicaux et les obligent généralement à reprendre en totalité ou en partie de longues études. Quant aux spécialistes de l'économie, de la gestion et du management, on estime qu'ils sont encore, en Roumanie, trop peu nombreux et probablement trop âgés si l'on se réfère à leur capacité actuelle, encore marquée par les dogmes collectivistes, à assainir l'économie roumaine (**EBR-00**). Cependant, il faut tenir compte des programmes d'éducation existants et qui se mettent en place avec l'aide des pays de l'Ouest, lesquels vont produire à terme de jeunes diplômés qui tenteront d'exercer leurs compétences en dehors de leur pays. Bien que des informations ponctuelles ne soient pas généralisables sans précaution, quelques observations concernant une population de jeunes docteurs-ingénieurs roumains diplômés en France nous conduisent aux estimations suivantes: environ 50% d'entre eux retournent dans leur pays et parmi ceux qui restent dans les pays de l'Ouest, environ 50% émigrent vers l'Amérique du Nord ou le Canada.

TENTATIVE DE MODELISATION

D'une part, on peut considérer, sous l'angle macro-économique, que ce processus a un caractère dynamique et que les flux migratoires résultent d'une interaction entre une offre de compétences de la part des PECO et des besoins correspondants exprimés par l'Union Européenne. D'autre part, on doit noter, sous l'angle micro-économique, que les divers facteurs d'influence concernent des populations assez bien identifiées ce qui conduit à priori réduire les incertitudes concernant leurs activités et leur localisation (VIT-99). Parce que l'absence actuelle de statistiques ne permet encore d'envisager l'utilisation de modèles de prévision, on peut utilement réfléchir à la construction de modèles aussi simples et représentatifs que possible.

Divers modèles sont envisageables

En théorie, les modèles de migration basés sur un processus *innovation-adoption-diffusion* peuvent convenir sous réserve de les adapter spécifiquement et de pouvoir disposer de tous les paramètres nécessaires, ce qui est loin d'être évident (BAR-67).

A notre avis, une question essentielle concerne la manière d'introduire l'incertitude dans ces modèles ce qui implique de bien séparer les aspects déterministes et stochastiques.

La troncature de l'horizon temporel de la trajectoire du flux migratoire serait une hypothèse simplificatrice utile; en effet, si le processus dynamique de transfert parvenait à son terme par égalisation des économies (cf: la fin du processus de transition par intégration) on pourrait envisager un flux migratoire de retour, éventuellement associé à des cycles plus ou moins amortis; pratiquement, il serait plus réaliste d'admettre que le processus est asymptotiquement stable sur un horizon temporel limité à la durée de la transition. Dans ce cas, on pourrait envisager des modèles de compétition déterministe de type logistique avec ou sans seuil (EDE-88) ou des modèles de compétition stochastique non linéaire tenant compte, soit de l'hétérogénéité de l'environnement (sous forme

additive) soit de l'hétérogénéité des critères de choix des agents eux-mêmes (sous forme multiplicative).

Un modèle macroscopique simple serait utile

Un modèle macroscopique qui pourrait convenir a priori, comporterait donc un nombre limité de paramètres traduisant une compétition déterministe non-linéaire entre l'offre des PECO et la demande de l'UE ainsi que la variabilité décisionnelle sous forme d'un bruit multiplicatif. Dans le cadre d'une discipline différente (la fiabilité et la durée de vie de composants soumis à des sollicitations aléatoires) on a considéré un modèle dont la dynamique est gouvernée par la différence entre une action linéaire (proportionnelle à la variable) et une action non-linéaire (proportionnelle à une fonction puissance de la variable). En y introduisant un bruit aléatoire multiplicatif, on a montré que la probabilité de transition stationnaire appartient explicitement à une famille de distribution à trois paramètres (**PIE-00**). En adoptant un principe de parcimonie, un modèle de Weibull à deux paramètres serait peut-être suffisant pour décrire une trajectoire de type logistique, le délai et la vitesse étant gouvernés essentiellement par l'importance de la non-linéarité déterministe. Dans (**VIT-99**) on fait remarquer que la *pression* migratoire est différente de la *propension* migratoire; toutefois, dans l'optique de la transition, on pourrait considérer séparément l'étude microscopique des facteurs de motivation et l'étude macroscopique du flux migratoire des compétences.

TRANSFERT DE COMPETENCES ET TRANSITION

Il s'agit de savoir si un transfert des compétences des PECO (la Roumanie dans notre cas) vers l'Union Européenne est un facteur favorable à l'intégration de ces pays ou susceptible de conduire à l'échec de leur processus de transition. La question est ouverte et divers aspects peuvent être évoqués en vue d'esquisser une première réponse. La transition est un processus dynamique dont la trajec-

toire temporelle moyenne, en particulier la durée, dépend à la fois de l'amplitude de l'écart à combler et des moyens mis en oeuvre de part et d'autre (importance et efficacité). Durant la période initiale de traînage de la trajectoire, nous estimons qu'un transfert de compétences de la Roumanie vers l'Ouest est inévitable mais qu'il n'influencera pas négativement et de manière significative le processus de transition. En effet, la transition roumaine reste très lente: les performances de l'économie ne permettent pas d'utiliser les compétences existantes et la structure socio-politique actuelle ne laisse que peu de latitude à leur action potentielle. Cette période de latence pourrait correspondre au vieillissement puis à la disparition et au renouvellement de la classe politique actuelle issue du régime communiste et peut être aussi, dans le même temps, à une réduction du capital humain (STR-99).

On peut donc estimer pour l'instant, que pendant les 5 ou 10 années à venir, les efforts de formation des élites consentis en partie par la Roumanie avec l'aide de l'Union européenne profiteront essentiellement aux pays de l'Ouest. Il s'agit d'un retour d'investissement encore non quantifié, mais il a déjà attiré l'attention quant aux risques qu'il fait peser sur le processus de transition (SAM-00). Encore faut-il noter ici que si l'Union Européenne ne favorise pas, d'une manière ou d'une autre, l'utilisation de ces compétences (de préférence en Roumanie et en Europe), une partie non négligeable d'entre elles va profiter à l'Amérique du Nord et au Canada... En supposant que la transition roumaine décolle significativement, le pays aura besoin, simultanément, de compétences dans de nombreux domaines: industriel, scientifique, technique, management, administration, politique...A ce moment là, le transfert de compétences pourra influencer significativement la vitesse du processus de transition. Il est sans doute hasardeux de dire, en l'état actuel de nos connaissances, si cette influence sera défavorable (compétences nationales insuffisantes ou inadaptées, fuite massive...) ou favorable (réserve de compétences voire processus de retour...). Il est difficile de répondre autrement à la question posée si l'on considère les multiples facettes et les incertitudes du processus de transition. Mais si l'on admet qu'une période de latence est inévitable et si l'objectif est bien, en vue de l'intégration, de mener le processus de transition à son terme, alors les efforts

de formation des compétences roumaines devraient être poursuivis et accentués dès maintenant, afin qu'une partie des réserves humaines disponibles soit effectivement utilisable en temps utile. Certains auteurs, dans un autre contexte, envisagent même des mesures visant à freiner la fuite des cerveaux qui, pour certains pays, correspond à un taux de migration très élevé; de toute façon, ils préconisent d'améliorer la précision des statistiques en vue d'orienter certains programmes d'aide aux pays en voie de développement (CAR-99).

EN GUISE DE CONCLUSION

Le processus de transfert des compétences de la Roumanie vers l'Union Européenne est encore mal connu et donc difficilement modélisable par suite de l'absence d'informations pertinentes. On considère qu'il va s'accroître de manière inévitable durant la période de traînage du lent processus de la transition roumaine et qu'il va bénéficier essentiellement aux pays de l'Ouest. A terme, la Roumanie devra disposer de compétences nationales pour accélérer son processus de transition. Seul un effort accru de formation des élites lui permettra, avec l'aide des pays de l'Ouest, de disposer d'un reliquat suffisant des compétences qui lui sont nécessaires.

***Remerciements:** Pour aborder ce sujet spécifique et a-priori mal documenté, les auteurs ont tenté d'identifier des sources d'information dispersées avec l'aide de V. Mintchev (CCS, Sofia, Bulgarie), J. Barou (CERAT, Grenoble, France), I. Samson (GTD, Grenoble, France et R.E. Verhaeren (ex-UPMF, Grenoble, France). Il en résulte que les références citées sont loin d'être exhaustives et n'ont pas toutes été analysées en détail. Des contacts restent donc à établir avec les spécialistes actuellement identifiés.*

REFERENCES

- (AUT-95) A. D'AUTUME, «Les nouvelles théories de la croissance», Les Nouvelles Thèmes Economiques, les Cahiers Français, No.272, Juillet-Sept.1995, pp. 33-38.
- (BAR-67) D. J. BARTHOLOMEW, «Stochastic Models for Social Processes», New-York, Wiley, 1967.
- (BAR-01) J. BAROU, «Europe, terre d'immigration. Flux migratoires et intégration», Edit. PUG, grenoble, 2001.
- (BER-99) G. DE BERNIS, «L'économie des Migrations Internationales: un phénomène contradictoire inévitable/impossible» Revue Informations et Commentaires, No.106, Janvier-Mars 1999, pp. 44-49.
- (BOG-01) E. BOGALSKA-MARTIN, «Private communication» UPMF, Grenoble, 2001.
- (BOT-96) V. BOTEZ & al., «Qui sont les Roumains?», edit. Depart. Inform. Publiques de Roumanie, 1996.
- (CAR-99) W. J. CARRINGTON & E. DETRAGIACHE, «Quelle est l'ampleur de l'exode des cerveaux?» Finance & Développement, Juin 1999, pp. 46-49.
- (EBR-00) «Transition Report 2000 (Employment, skills & transition)», EBRD 200 (Central & Eastern Europe).
- (EDE-88) L. EDELSTEIN-KESHET, «Mathematical Models in Biology» Random House, New-York, 1988.
- (FOS-96) N. J. FOSS, «Whither the Competence Perspective?» In Towards a Competence Theory of the Firms, Edit. Foss & Knudsen, Routledge, London, 1996, pp. 175-200.
- (GAR-99) P. GARROUSTE, «Apprentissage, Interactions et Création de Connaissance», Revue d'Economie Industrielle No.88, 1999, No. Spécial, pp. 137-151.
- (GED-99) I. GEDESHI & al., «Emigration of the elite from Albania during the transition period», Shtetia Botuese, «Luarasi», Tirana, 1999
- (HON-00) E. HÖNEKOPP & H. WERNER, «Eastward Enlargement of the European Union: A Wave of Immigration?» IAB Topics, No. 40, 2000.
- (INP-00) «La migration en Allemagne et en Europe», IN-Press-Basis-Info. 11-2000.
- (IOM-97) «Profiles & Motives of Potential Migrants from Bulgaria», Intern. Organ. for Migrations, April 1997.
- (LOR-99) J. D. LORINCZ, «The Hungarian Intelligentsia in Romania between Calling and Pragmatism», Institute for Central European Studies, Budapest, Occasional Paper 14, May 1999.
- (NGO-99) S. NGO-MAI & S. ROCCHIA, «Auto-organisation et connaissance dans la firme», Revue d'Economie Industrielle, No.88, 1999, No. Spécial, pp. 237-256.

- (ORL-95) A. ORLEAN, «Bayesian interactions and collective dynamics of opinion: herd behaviour and mimetic contagion», *Journal of Economic Behaviour and Organization*, vol. 28, 1995.
- (PIE-00) L. PIERRAT, «A stochastic first-order non linear competition model including uncertainty as a multiplicative noise», Internal report, LP Consultant, 2000.
- (REA-01) «Une Industrie du Logiciel émerge en Roumanie». Entretien dans la Revue *Elargissement Actualités REA* 10 du 18 Juin 2001.
- (SAM-00) I. SAMSON, «L'Ouest aide-t-il la Transition?», article dans le *Journal le Monde*, Mars 2000.
- (STR-99) TH. STRAUBHAAR & M. R. WOLBURG, «Brain Drain and Brain Gain in Europe – An Evaluation of the East- West Migration to Europe», *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Vol. 218, no 5+6, 1999.
- (TAN-96) S. TANASE, «The Revolution as a failure: elites and society» (in Romanian), Ed. Polirom, Iasi, 1996.
- (TIS-96) V. TISMANEANU, «The Masked Ball» (in Romanian), Ed. Polirom, Iasi, 1996.
- (VER-94) R. E. VERHAEREN, «Exode des cerveaux et développement», *Revue Migrations, Sociétés du CIEMI*, Vol.6, No. 32, 1994, pp. 42-59.
- (VER-99) R. E. VERHAEREN, «Panorama des Migrations Internationales», *Revue Informations et Commentaires*, No. 106, Janvier-Mars 1999, pp. 11-17.
- (VIT-00) A. VITCU, «Theoretical Models of Labor Migration in South Eastern Europe», *Int. Org. for Migrations*, Bucharest, Romania, 1999.
- (WII-00) «Countries in Transition 2000», *WIIW Handbook of Statistics*, Vienna, 2000.
- (YOU-98) H. P. YOUNG, «Individual learning and social rationality», *European Economic Review*, 42, 1998, pp. 651-663.
- (ZAN-00) E. ZAINESCU & L. PIERRAT, «Une tentative de collaboration franco-roumaine en matière de consultance technique: importance de la communication et des facteurs culturels», *Int. Conf.PGV'2000*, Ed. Sedcomlibris, pp. 317-325.
- (ZAT-99) D. ZAIT, «La Transition en Roumanie», *Cahiers Franco-Polonais*, 1/1999 (24) pp; 7-50.